

## **Motion de la deuxième coordination nationale des facs et labos en lutte, réunie les 6 et 7 mars 2020 à Nanterre**

Jeudi 5 mars, l'université et la recherche se sont arrêtées.

Nous étions des dizaines de milliers partout en France, dont 25 000 à Paris, à manifester pour le retrait de la contre-réforme des retraites, contre la casse de nos services publics, contre la précarisation et la marchandisation de nos universités. Cette journée s'inscrit dans le mouvement de grève initié le 5 décembre et dans les luttes qui l'ont précédé. Malgré les répressions pédagogiques, hiérarchiques, administratives, policières et judiciaires que le mouvement endure depuis plusieurs mois, cette journée de mobilisation massive est une réussite incontestable.

Dès le lendemain, la deuxième coordination nationale des facs et labos en lutte a rassemblé à l'université de Nanterre plus de 500 travailleur·ses et étudiant·es mobilisé·es, mandaté·es par des assemblées générales de 63 établissements, réunies en 154 délégations. Plus que jamais, nous sommes déterminé·es à nous battre pour toutes nos revendications et à faire plier le gouvernement !

Après trois mois d'intense mobilisation, l'usage inacceptable du 49.3 pour faire passer en force la contre-réforme des retraites révèle plus que jamais les pratiques autoritaires de l'exécutif. Et c'est nous, étudiant·es et travailleur·ses mobilisé·es, que Frédérique Vidal ose accuser de prendre la fac « en otage » ! Ces méthodes et cette rhétorique sont un aveu de faiblesse de la part du gouvernement, de plus en plus isolé face à une population majoritairement hostile à ses projets.

Nous sommes les enseignant·es et/ou chercheur·ses, nous sommes les BIAT·O·SS·IT·A, nous sommes les étudiant·es, nous sommes les précaires et les titulaires. Nous exigeons le retrait immédiat de la contre-réforme des retraites. Nous exigeons le retrait immédiat de tous les instruments de la destruction de l'enseignement et de la recherche publiques que sont la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiant·es (ORE), « Bienvenue en France », Parcoursup, le passage du DUT au BUT, la loi de transformation de la fonction publique, le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), les contre-réformes de la formation des enseignant·es et de l'assurance-chômage. Nous exigeons l'abrogation immédiate de l'arrêté permettant aux établissements privés de délivrer des diplômes de licence et de master et du décret instaurant les contrats de projet dans l'enseignement et la recherche. Nous dénonçons cette logique néolibérale, la marchandisation des savoirs et la mise en concurrence systématique qui sous-tendent le fonctionnement actuel de l'université et de la recherche publique.

Face à la précarisation croissante des étudiant·es comme des travailleur·ses, nous exigeons que soit mis en œuvre dès 2020 un plan d'urgence pour l'université et la recherche. Nous exigeons des titularisations et des recrutements massifs, à la hauteur des besoins ; des financements pérennes pour assurer à tou·tes de bonnes conditions de travail, d'étude et de vie ; des garanties sur la sécurité juridique des étrangèr·es. Ainsi seulement nous pourrions créer une université démocratique, gratuite, antisexiste, antiraciste, émancipatrice et ouverte à toutes et tous. L'université doit être un service public, qui ne doit ni sélectionner, ni accroître

ou légitimer les inégalités. La recherche doit être un service public, en capacité de produire des savoirs d'intérêt général. Nous allons les refonder !

Nous appelons à construire, amplifier et élargir la grève dès le 9 mars, notamment en organisant partout des assemblées générales. La grève reconductible et de grandes journées nationales de mobilisation nous permettront de construire un rapport de force victorieux. Face à l'inflexibilité du gouvernement et à la répression, dans et hors de nos facs et labos, les solidarités intersectorielles et internationales sont nos meilleures armes. La convergence avec les Gilets Jaunes et les secteurs en lutte depuis le 5 décembre doit s'approfondir et continuer à être notre mot d'ordre.

Pour faire vivre notre mouvement et rebâtir sans attendre l'université et la recherche, multiplions les actions, des plus symboliques aux plus offensives, dans et hors des murs de nos établissements. Pour renforcer la mobilisation étudiante, la coordination nationale appelle l'ensemble des équipes pédagogiques à adapter, en concertation avec les étudiant-es, les modalités de contrôle de connaissance et de validation des unités d'enseignement. Pour assurer la poursuite de la mobilisation, nous ne nous laisserons pas abuser par l'instrumentalisation politique de la crise sanitaire du COVID-19 et par les menaces de fermeture de nos établissements. La coordination nationale a pleine confiance dans la créativité et l'inventivité des travailleur-ses et étudiant-es : approprions-nous la lutte à travers nos assemblées générales locales, et rythmons-la avec un calendrier commun !

Le 5 mars, l'université et la recherche se sont arrêtées.

Le 5 mars, c'est tous les jours : continuons jusqu'à la victoire !